*Maitre assistante à l'Université de Sfax,
Tunisie, Présidente du bureau régional de
Sfax de l'Association Tunisienne des
Sciences Mathématiques*

L'évaluation dans le système éducatif national en Tunisie, assez fréquente, se réalise pendant une période très courte dans les collèges et les lycées.

En particulier dans l'enseignement supérieur, elle est sommative et elle représente plus que 70% du temps de travail, et pourtant elle conditionne souvent lourdement la vie future des étudiants.

L'entrée dans l'enseignement supérieur est l'avant dernier pas au monde de travail, le dernier pas c'est avoir le diplôme, et dans ce monde professionnel, on sait qu'il n'y a pas de place pour tout le monde, sauf peut être dans les secteurs de fonction privée. Ce pendant, la notion de concours, bien qu'elle a l'apparence d'être presque absente dans l'enseignement supérieur tunisien, et pourtant elle est omniprésente, plus encore dans le secondaire, peut-être de part cette tension liée à l'employabilité.

Ces problèmes d'évaluation n'est pas uniquement un problème de l'éducation nationale, mais aussi un problème de l'école ou de l'institution. On attend implicitement de l'enseignement qu'il soit un instrument de sélection. Particulièrement, la société a choisi les mathématiques comme matière de sélection, peut être l'informatique (ou autre) dans quelques temps.

C'est sans doute une des raisons de l'existence bien réelle de la constante macabre dans notre enseignement, et les examens sont bien souvent les concours déguisés. On utilise abondamment le terme d' « épreuves » pour désigner ces évaluations, car en général, toute aide à la réussite est une facilité accordée aux étudiants à qui l'on « brade le diplôme » ! L'idée que la « valeur du diplôme » se mesure en quantité de difficultés à surmonter est bien implantée dans la société... Mais des échecs répétés, surtout lorsqu'ils ne sont pas compris, sont vécus comme un rejet.

La constante macabre, lorsqu'elle engendre des échecs injustifiés, participe de cet état de fait, où des jeunes peuvent alors perdre confiance dans les enseignants, dans l'institution, et plus grave en eux-mêmes.

L'évaluation par contrat de confiance (e.p.c.c.) porte bien son nom : les notions de contrat et de confiance sont fondamentales. Cet accord implicite entre enseignant et étudiants est très difficile à établir surtout dans les premières années du supérieur (considérés toujours les années sélectives) et nous attendions beaucoup de la méthode au niveau de la classification du contrat didactique. A ce niveau, je propose une spécification de ce contrat par niveau éducatif, type d'école, type de diplôme, ou par discipline... C'est clair, il y a un seul contrat, un seul système d'évaluation, mais beaucoup de manières de le mettre en place.

Un point important à mon avis, est la déclaration de l'établissement d'un contrat formel entre l'élève et le professeur. Lorsque l'établissement, et par la suite l'enseignant s'engage sur la voie de l'e.p.c.c, il prend conscience qu'une évaluation n'est pas faite pour piéger les élèves, cela modifie en profondeur et de façon durable la pratique de l'évaluation.

Ce dernier point me semble aussi important. Il s'agit, je le rappelle, de l'objectif essentiel de l'e.p.c.c : aider les professeurs à modifier leur comportement traditionnel dans le domaine de l'évaluation.